

**Au cours de la rencontre avec la délégation de Palestine qui a eu lieu à Saint-Merry le 14 février dernier, les membres de la délégation sont intervenus. Voici le compte-rendu de certaines de ces interventions**

Ces interventions ont eu lieu en arabe. Un interprète de la Mission générale de la Palestine en France a assuré au fur et à mesure la traduction en français. Le texte colligé ici provient des notes prises à partir de cette traduction.

**Sheikh Mohammed Hussein, Mufti de la Terre Sainte**

Bonjour à tout le monde.

En mon nom et au nom de la Délégation de Palestine, je voudrais saluer le GAIC, Caritas France et tous les hommes de l'Église catholique. Je voudrais insister que la Délégation de Palestine est composée de musulmans et de chrétiens ensemble. Nous sommes unis et c'est un symbole de fraternité chrétienne et musulmane.

En Palestine, quand on est chrétien ou musulman, c'est au nom des musulmans et des chrétiens ensemble que nous parlons ensemble. On parle au nom de la coexistence entre chrétiens et musulmans. Cet exemple de coexistence est important pour la paix et le vivre ensemble.

Au nom de cette amitié qui nous unit, je voudrais que nous parlions avec franchise pour faire un pont entre la paix et la justice. Comme nous sommes une délégation populaire, religieuse et politique, nous représentons toutes les couleurs du peuple de Palestine. Je voudrais parler de la souffrance du peuple palestinien en Palestine et dans les Territoires occupés.

Premier point. La liberté d'exercer son culte et l'accès aux lieux saints est difficile en Palestine aussi bien pour les chrétiens que pour les musulmans, il est difficile d'avoir accès aux lieux saints.

Autre point. Israël essaie de masquer les autres versions de l'histoire chrétienne et musulmane sur Jérusalem : seule la version israélienne prévaut et nous n'avons pas le droit de nous exprimer sur ce point.

On rappelle le respect du droit international. Nous soutenons l'application du droit international à Jérusalem et dans les Territoires occupés.

La déclaration de Donald Trump constitue un cadeau aux Israéliens. Nous contestons cette décision. Tout le peuple palestinien refuse cette décision et souhaite que la communauté internationale les soutienne conformément aux décisions du Conseil de Sécurité. Nous souhaitons que vous soyez avec nous dans ce combat.

Sur le plan politique, nous avons besoin de votre aide pour que les autorités françaises et le Gouvernement français accélèrent sa reconnaissance de l'État palestinien...

Notre crédo est que la paix est à construire et que la paix passe par un dialogue entre responsables civils et religieux, pour l'homme. La paix qui est à construire passe par le respect du droit international. Elle ne peut se construire que dans le respect de la fraternité.

**M. Adnan Hussein, Gouverneur de Jérusalem et Membre du Comité présidentiel suprême pour les Affaires de l'Église.**

Je suis le préfet de Jérusalem. Nous ressentons une solidarité avec la société palestinienne et nous la ressentons plus avec la société civile qu'avec la société politique.

Gaza est partie intégrante de la Palestine. Il n'y a pas d'État de Palestine sans Gaza et pas Gaza sans l'État de Palestine.

Je suis Membre du Gouvernement d'Union nationale qui unit la Cisjordanie et Gaza. Les réunions du Gouvernement, nous parlons la moitié du temps de la souffrance et de la question de la population de Gaza. Sur la réconciliation, nous avançons, nous avons des obstacles, mais nous avons la détermination de continuer dans cette voie. Gaza est essentiel pour le projet national qui est très menacé aujourd'hui. Nous avons un grand besoin de notre unité pour pouvoir conduire la résistance. Nous sommes dans une situation critique pour ce qui est de la cause palestinienne et nous sommes d'accord sur ce point.

Vous savez que Gaza est assiégé par l'armée d'occupation israélienne, mais vous savez aussi, peut-être moins, que la Cisjordanie est aussi encerclée par l'armée palestinienne, par le mur. La question religieuse à Jérusalem. Israël a tout fait pour faire obstacle à l'unité des religions. Mais cette offensive pour interdire l'accès aux sites religieux est une pratique qui n'est pas acceptable.

Après la décision de D. Trump, l'occupation a intensifié les affrontements pour augmenter la construction de colonies. Il y a aussi une menace, une offensive sur le front de la culture et surtout une offensive sur l'économie qui vise les Palestiniens qui travaillent, ont des commerces à Jérusalem.

Le conflit de Jérusalem n'est pas religieux, mais c'est bien une guerre coloniale et certaines puissances dans le monde ont intérêt à ce que ça continue et ce sont les populations civiles qui en paient le prix.

La position palestinienne. Jérusalem doit rester une ville ouverte à toutes les religions avec une souveraineté palestinienne à l'Est et une souveraineté israélienne à l'Ouest. Mais Israël refuse cette position et veut tout l'ensemble de Jérusalem pour eux.

Nous sommes pour l'application du droit international et Mahmoud Abbas est allé sept fois aux Nations unies pour défendre l'application du droit international. Depuis 1947, il y a eu sept cents résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et soixante-huit résolutions du Conseil de Sécurité, dont quarante-trois vétos des États-Unis d'Amérique. La Palestine est attachée au droit international, ce qui n'est pas le cas des Américains et des Israéliens. Nous demandons votre aide et votre soutien auprès du Gouvernement français et des Institutions européennes pour qu'il y ait une position claire de leur part. Car l'absence d'une position claire et d'une position forte est dommageable. Cent-trente-huit États ont reconnu la Palestine.

Je vous remercie tous et vous promets que, quand nous obtiendrons notre liberté, nous aurons un état de paix qui sera un exemple de paix pour la région.

### **Père Castantine Karmesh, représentant de l'Église orthodoxe**

Je suis né à Bejallah avant 1948. Nous avons l'habitude de travailler avec les Juifs, en paix. Il n'y avait pas de volonté de soumettre l'autre.

Après 1948, tout a changé avec la guerre israélienne de 1948. Notre institution, depuis 1983, mène des activités humanitaires (hôpitaux, dispensaires, etc.) en Palestine.

Nous n'oublions pas que les Gouvernements français et turcs se sont battus pour garder le statut des lieux saints en Palestine. Beaucoup d'étudiants palestiniens ont étudié dans des écoles catholiques à Jérusalem. C'est pourquoi nous sommes ensemble pour travailler pour l'avenir de cette ville et celui des institutions françaises à Jérusalem.

Nous avons le devoir de rappeler que la déclaration américaine de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël n'est pas acceptable. Donald Trump n'est pas autorisé à parler de l'avenir de cette ville. Est-ce lui Donald Trump ou les Nations unies qui peuvent décider de l'avenir de Jérusalem ? Je vous pose la question. `

L'idéologie des sionistes chrétiens est appliquée par Donald Trump, c'est pourquoi Donald Trump n'est pas chrétien. Donald Trump n'a pas le droit de vendre une population, l'avenir d'une civilisation.

Quand on regarde une photo de Jérusalem, on voit des églises, des mosquées, mais pas de synagogue, seulement des cimetières. Qu'a-t-il à voir, Donald Trump, à Jérusalem avec les lieux saints ? Des musulmans et des chrétiens sont tombés dans cette ville pour lutter contre l'occupation israélienne. Donald Trump me rappelle Juda Iscariote qui a vendu Jérusalem trente pièces d'argent pour son intérêt personnel.

Nous ne réclamons que l'application des résolutions de l'ONU. Des colonies ont été construites sur des terres privées. Lutter pour la liberté, c'est lutter pour une valeur commune.

### **Membres de la délégation de Palestine**

- Père Johnny Abu Khalil, représentant de l'Église catholique
- Sheikh Mohammed Hussein, mufti de la Terre sainte
- Dr Ramzi Khoury, président du Fonds National Palestinien
- Père Castantine Karmesh, représentant de l'Église orthodoxe
- M. Adnan Husseini, gouverneur de Jérusalem, membre du Comité présidentiel suprême pour les affaires de l'Église
- M. Mousa Hadid, maire de Ramallah, membre du Comité présidentiel suprême pour les affaires de l'Église
- Mme Vera Baboun, anciennement maire de Bethléem, membre du Comité présidentiel suprême pour les affaires de l'Église
- Mme Amira Hanania, présidente du Comité présidentiel suprême pour les affaires de l'Église.
- M. Nacer Jaballah, diplomate, Mission de Palestine en France
- Mme Juwana Elias, membre de Mission de Palestine en France
- M. Mohamed Maswadeh, traducteur